

Parme et de Modène s'étaient révoltés contre leurs souverains autrichiens : les Légations et les Marches avaient secoué la domination pontificale ; la situation financière de l'Autriche ne lui permettait pas de faire la guerre. Au commencement de l'année 1830 le rapport de l'argent monnayé au papier qui était de 1 à 5, était descendu de 1 à 10. Cependant François II ne pouvait abandonner l'Italie ; il craignait toujours que la Révolution ne s'étendit à la Lombardie et à la Vénétie ; ces riches provinces étaient la source la plus nette des revenus de la dynastie ; elles fournissaient chaque année 57 à 58 millions. Les troupes autrichiennes entrèrent à Modène, à Parme et occupèrent les Légations bientôt abandonnées, sur les protestations de la France. Mais, l'année suivante, une nouvelle insurrection éclata dans les Légations : le gouvernement pontifical réclama le retour des Autrichiens. Cette fois la France répliqua par l'occupation d'Ancone. Metternich eut beau protester, déclarer que la France avait violé le droit des gens.

Ainsi l'Autriche faisait constamment fausse route, se cramponnant à l'Italie, qui la rejetait avec horreur, abandonnant la Pologne qui l'eût peut-être acceptée avec enthousiasme, si l'héritier des Jagellons de Bohême et de Hongrie avait su réveiller habilement les souvenirs historiques, s'adresser aux sentiments catholiques des Polonais et rappeler l'antique alliance des trois royaumes.

Il était difficile à la France de contrecarrer l'influence que le chancelier exerçait sur l'Allemagne. Mais la multiplicité des États et des souverains paralysait cette influence souvent illusoire. Plus d'une fois Metternich avait gémi sur la faiblesse des gouvernements qui se laissaient imposer des lois par les peuples révoltés, sur les erreurs des peuples qui se laissaient entraîner par l'exemple de la révolution de Juillet, « par l'imitation d'événements accomplis dans des États étrangers dont l'histoire et le génie sont différents de ceux de la patrie allemande. » Les souverains obligés à des concessions humiliantes réclamaient volontiers l'appui du puissant chancelier.